

Le G20 s'ouvre sur une crise européenne

Le G20 de Cannes des 3 et 4 novembre sera dominé par la crise de la zone euro

M^{me} Merkel et M. Sarkozy affichent leur détermination à appliquer le plan de sauvetage

Les dirigeants européens et le FMI font pression sur le premier ministre grec

Vote de confiance à haut risque vendredi pour M. Papandréou au Parlement grec

A Nice, des milliers de manifestants autour du slogan « Les peuples d'abord, pas la finance »

Cannes Envoyé spécial
Nicolas Sarkozy comptait incarner une Europe remise sur les rails, après l'accord de Bruxelles du 27 octobre sur le sauvetage de l'euro. Au G20 de Cannes, jeudi 3 et vendredi 4 novembre, le chef de l'Etat français représentera une Europe extrêmement vulnérable, à la merci d'un petit pays ne représentant que

3% de son produit intérieur brut, la Grèce. Son premier ministre, Georges Papandréou, a hypothéqué le sauvetage de l'euro en annonçant, lundi, un référendum jugé perdu d'avance dans son pays. Le vrai sommet des grands de ce monde aura donc lieu mercredi soir. Après son dîner avec Hu Jintao, M. Sarkozy compte avoir une sérieuse explication avec M. Papandréou, convoqué à Cannes par Paris et Berlin. Auparavant, le

président français aura calé ses positions avec la chancelière allemande, Angela Merkel, la directrice du Fonds monétaire International (FMI), Christine Lagarde, et les représentants des institutions européennes (Conseil européen, Commission, Eurogroupe, Banque centrale européenne). Tout ce petit monde ira mettre M. Papandréou face à ses responsabilités : il n'aura pas un centime des Européens et du FMI s'il

ne met pas en œuvre le plan de redressement décidé à Bruxelles ; le rejet de ce plan signifierait la faillite de la Grèce et sa sortie de l'euro ; il n'y a aucune concession supplémentaire à négocier. Le compte à rebours a commencé : selon Bercy, les Grecs seront à court d'argent au plus tard en décembre.
ARNAUD LEPARMENTIER AVEC CLAIRE GUÉLAUD ET FRÉDÉRIC LEMAITRE
► Lire la suite page 16

Diplomatie La France face à la montée des pays « émergents ». **Page 3**
Economie A la veille du sommet de Cannes, les négociations de dernière minute ; les réactions politiques ; le point sur les marchés financiers. **Pages 16 à 18**
Débats Les points de vue de Ban Ki-moon, Médecins du monde et d'ONG. **Page 25**
Chronique La crise grecque vue par les journaux télévisés. **Page 32**

A six mois de la présidentielle, l'état de grâce pour M. Hollande

Politique François Hollande, Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen progressent chacun de 3 points dans les intentions de vote, selon le dernier baromètre Ipsos-Logica Business Consulting. Le candidat PS creuse l'écart, le chef de l'Etat rebondit et la présidente du FN profite de la crise. « Un scénario de type 2002 ne peut être exclu », prévient le directeur du Cevipof, dont le baromètre pointe la grande défiance des Français vis-à-vis des politiques. **P. 12-13**

+3



Unité ou identités des Noirs de France

Société Pour l'historien Pascal Blanchard, il existe une histoire « propre » des Antillais et des immigrés d'origine africaine. Le beau livre « La France noire », qui paraît le 3 novembre, porte cette idée. Au même moment, le magazine « Respect Mag » fait polémique avec son numéro « 100 % Noirs de France ». **P. 10 et enquête P. 21**

Pourquoi il faut soutenir « Charlie Hebdo »

Six ans après la publication des caricatures du Prophète Mahomet par le journal danois *Jyllands-Posten* et la tempête qu'elle a provoquée dans les communautés musulmanes du monde entier, un incendie d'origine criminelle a partiellement détruit, mercredi 2 novembre dans la nuit, les locaux de l'hebdomadaire satirique *Charlie Hebdo* à Paris. Parallèlement, le site Internet de la publication a été la cible d'attaques informatiques qui l'ont rendu inaccessible, du moins mercredi matin.

halal ». Soulignant la dimension satirique de ce numéro, une caricature de Mahomet menace : « Cent coups de fouet si vous n'êtes pas morts de rire ».

Une enquête policière a été ouverte et rien ne permettait encore, mercredi matin, d'établir l'identité ou les motifs des auteurs de l'incendie, provoqué par un cocktail Molotov. Comme

Editorial

chaque semaine, la couverture de l'hebdomadaire avait circulé à l'avance sous forme de communiqué de presse ; celle-ci avait suscité ces deux derniers jours des réactions hostiles, voire menaçantes, sur les réseaux sociaux.

L'islam interdit la représentation du Prophète Mahomet. Comme le journal danois et les autres

publications qui l'avaient suivi par solidarité, *Charlie Hebdo* a choisi d'ignorer cette règle. Il ne s'agit pas d'une règle de droit ni d'une règle d'un autre ordre opposable dans des pays laïcs comme la France.

Il existe, en revanche, une règle de droit, en vigueur en France et en Europe, qui consacre la liberté d'expression. Quoi que l'on puisse penser des choix éditoriaux de *Charlie Hebdo*, de l'esthétique de ses couvertures et de la délicatesse de son style, l'hebdomadaire annonce clairement la couleur satirique. Rien ne saurait justifier ni les attaques contre le site Internet d'un organe de presse ni l'incendie de ses locaux comme manifestation d'un désaccord avec son contenu. Si la loi prévoit certaines limitations à la liberté de la presse, les tribunaux sont là pour la faire respecter. *Charlie Hebdo* avait d'ailleurs été

relaxé, en 2008, par la cour d'appel de Paris suite à la plainte pour incitation à la haine raciale déposée par une fédération d'associations islamistes et par la Grande Mosquée de Paris, quand le journal avait reproduit les caricatures danoises.

Les attaques physiques contre *Charlie Hebdo* ne sont pas plus acceptables que les interventions de groupes de fondamentalistes chrétiens qui ont interrompu, à plusieurs reprises depuis le 20 octobre, la représentation parisienne de la pièce *Sur le concept du visage du fils de Dieu*. La liberté d'expression et de création artistique est l'une des valeurs essentielles de nos démocraties. Il n'est pas inutile de le rappeler à ceux qui, sous couvert de lutte contre l'islamophobie ou la christianophobie, font la promotion de l'intolérance. ■

Lire nos informations page 11

L'assaut de la grotte d'Ouvéa et la « République dévoyée »

Bonnes feuilles Les révélations de Philippe Legorjus sur les exécutions sommaires survenues en 1988. **P. 24**

Festival « Les Inrocks », l'éternel défricheur de pop

Musique Du 2 au 8 novembre, 45 groupes sont à découvrir sur scène, à Paris et en province. « Le Monde » a sélectionné cinq belles promesses musicales. **P. 26-27**

Rencontre avec le « Nobel » de l'éducation

Fazle Hasan Abed a permis la scolarisation de 5 millions d'enfants du Bangladesh grâce à l'ONG qu'il a créée, le BRAC. Il est le lauréat du premier prix Wise, décerné à l'occasion du troisième sommet mondial pour l'innovation dans l'éducation. ■

Supplément



Le regard de Plantu

TUNISIE: Les salafistes attaquent "Persepolis"
FRANCE: Charlie Hebdo incendié ...



wise world innovation summit for education
مؤتمر القمة العالمي للابتكار في التعليم
an initiative of Oyster Foundation
Building the future of education
NOV 1-3 | DOHA | 11
www.wise-qatar.org



En hausse

AUTOMOBILE – En octobre, les ventes aux Etats-Unis des constructeurs américains Chrysler et General Motors ont crû de respectivement 27 % et 2 % sur un an. Chrysler affiche dix-neuf mois consécutifs de hausse. GM marque le pas, après +20% en septembre et +18% en août.



En baisse

PÉTROLE – Le groupe texan Anadarko a perdu 3,1 milliards de dollars (2,3 milliards d'euros) au troisième trimestre, à la suite de l'accord sur les coûts de nettoyage (4 milliards de dollars) conclu avec BP, son associé dans les puits qui a causé, en 2010, une marée noire dans le Golfe du Mexique.

Les cours du jour (02/11/11, 09h51)

EURO	1 euro	1,3627 dollar (achat)
OR	Once d'or	1699,00 dollars
PÉTROLE	Light sweet crude	93,12 dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	2,891 (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	Etats-Unis	1,984 (à dix ans)

LA CRISE DE LA ZONE EURO

Un G20 pris en otage par le référendum grec

A la veille du sommet à Cannes, M. Sarkozy et M^{me} Merkel comptaient rappeler leurs conditions à M. Papandréou

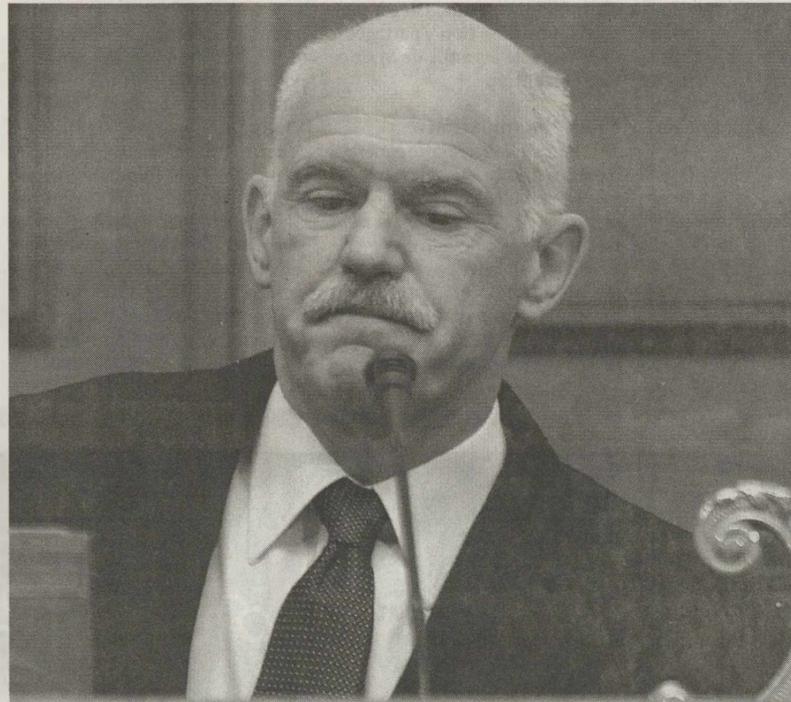
►►► Suite de la première page

A Cannes, les grands de ce monde vivent au rythme de la vie politique grecque, encadrés par des débats parlementaires qui s'ouvrent mercredi et sont censés s'achever vendredi par un vote de confiance envers M. Papandréou.

M. Sarkozy est sonné, trahi par M. Papandréou qu'il tente depuis des trimestres de soutenir, contre les exigences allemandes. Lorsqu'il prit il y a un an la présidence du G20, le président français plaçait pour un nouvel ordre monétaire mondial et comptait triompher, à quelques mois de l'élection présidentielle, comme il l'avait fait en 2008 sous sa présidence de l'Union européenne. Aujourd'hui, il ne pense plus qu'à sauver l'euro. « On est de nouveau au bord de la catastrophe », s'afflige un proche du président.

Pris de court par l'annonce du référendum, M. Sarkozy est descendu sur le perron de l'Élysée, mardi soir pour annoncer la ligne franco-allemande : « donner la parole au peuple est toujours légitime mais la solidarité de tous les pays de la zone euro ne saurait s'exercer sans que chacun consente aux efforts nécessaires », a déclaré le chef de l'Etat, qui veut examiner avec M. Papandréou « les conditions dans lesquels les engagements pris seront tenus ».

Les dirigeants européens auraient préféré que M. Papandréou agisse comme son homologue espagnol José Luis Zapatero, qui a eu le courage de convoquer des élections anticipées et de prendre les mesures difficiles. S'il persiste dans son référendum, les Européens veulent qu'il accélère son calendrier, indique-t-on de source française et allemande. Le gouvernement grec a évoqué mercredi une consultation en décembre, et



Le premier ministre Georges Papandréou à la tribune du Parlement grec, le 31 octobre ; Nicolas Sarkozy sur le perron de l'Élysée, mardi 1^{er} novembre. THANASSIS STAVRAKIS, THIBAUT CAMUS/AP

non plus en janvier 2012. M. Papandréou est par ailleurs invité à poser la vraie question, celle qui résulterait d'un rejet par les Grecs du plan de redressement : « Voulez-vous sortir de la zone euro ? »

Selon un négociateur français, la donne a changé ces derniers jours. On n'est plus dans la situation d'une Europe incapable de résoudre les difficultés d'un de ses membres, mais celle d'un pays qui rejette une porte de sortie. « On ne peut pas empêcher les Grecs de se suicider. Mieux vaut que ce soit eux qui le fassent qu'Angela Merkel », confie un responsable français.

Dans ce contexte, la sortie de l'euro de la Grèce ou sa faillite deviendrait une affaire grecque,

avec des risques de contagion, notamment à l'Italie, légèrement réduits. Un responsable français tempère : « La contagion est déjà là. Pour avoir une petite idée de ce que provoquerait un défaut grec, il suffit de regarder les marchés. » Un diplomate ajoute qu'une sortie de l'euro est matériellement impossible. Les Grecs videraient tous leurs comptes à l'approche de la date fatidique, provoquant un effondrement intégral de l'économie.

En attendant, il n'est pas question de donner 1 centime d'euro de plus à Athènes. Le gouvernement attend la sixième tranche d'un plan d'aide décidé en 2010, soit 8 milliards d'euros versés par le FMI et les Etats de la zone euro. Son

versement est jugé inimaginable : les actionnaires non européens du FMI s'y opposent, les Européens ne peuvent pas aider un pays qui refuse de s'engager.

Compte à rebours

L'octroi de ces 8 milliards d'euros était conditionné à l'adoption de mesures, dans le cadre du nouveau plan d'aide de 130 milliards d'euros décidé à Bruxelles. Le compte à rebours a commencé, avant que la Grèce tombe en cessation de paiements, ce qui devrait arriver « en décembre », dit-on à Bercy.

L'attitude grecque rendra encore plus délicate le soutien des Allemands. « On ne peut pas deman-

der au Bundestag de décider sans savoir ce qui se passera en Grèce », juge Gunther Krichbaum, président de la Commission des affaires européennes du Bundestag.

Pour l'heure, les Européens font mine de croire que tout se déroule comme prévu. La recapitalisation des banques, qui doivent abandonner 50 % de leurs créances sur la Grèce, se poursuit, comme en atteste la réunion mercredi matin à Matignon, en présence du premier ministre François Fillon, du ministre des finances François Baroin et du gouverneur de la banque de France Christian Noyer.

Outre-Rhin, les banques allemandes ont fait part de leur mécontentement. « Cette incerti-

tude qui va probablement perdurer pendant des semaines est tout sauf un cadeau », a déclaré la fédération des banques allemandes.

Les négociations pour renforcer le Fonds européen de stabilité financière (FESF), destiné à endiguer la contagion aux autres pays, notamment l'Italie, se poursuivent également. M. Sarkozy reçoit mercredi soir à dîner le président chinois Hu Jintao, avant de rencontrer le lendemain matin Barack Obama. Le scénario tant redouté est possible, la mise sous tutelle de l'Europe par les Etats-Unis et les grands émergents. ■

ARNAUD LEPARMENTIER
AVEC CLAIRE GUÉLAUD
ET FRÉDÉRIC LEMAÎTRE (À BERLIN)

Les parlementaires grecs pourraient préférer des élections anticipées au référendum de M. Papandréou

Vote de confiance à haut risque pour le premier ministre socialiste, vendredi 4 novembre

Athènes
Correspondance

Le gouvernement Papandréou tient à un fil. Après le déluge de réactions inquiètes en Europe et la baisse de toutes les Bourses mondiales qu'il a provoqués en annonçant un référendum sur le nouveau plan de sauvetage de la Grèce, le premier ministre grec doit une nouvelle fois affronter une fronde de députés, de cadres et même de ministres du parti socialiste au pouvoir, le Pasok.

Le vote de confiance au Parlement vendredi 4 novembre, auquel il a appelé, est à haut risque pour M. Papandréou. Sa majorité parlementaire de trois voix a été réduite à deux, mardi, après la démission du Pasok d'une députée d'Athènes. Trois autres élus ont appelé le premier ministre à démissionner pour permettre la création d'un gouvernement d'union nationale. Six cadres du parti ont également demandé sa démission.

« Nous pensons que le gouvernement va de nouveau obtenir la confiance afin de poursuivre sa politique », explique un porte-parole. Le gouvernement espère rallier

quelques voix de députés indépendants pour franchir l'obstacle.

Les observateurs sont circonspects. « Même s'il survit au vote de vendredi, il ne pourra pas tenir longtemps », explique le politologue Elias Nikolakopoulos. La journée hautement dramatique de mardi s'est achevée par un conseil des ministres de sept heures, qui s'est terminé à 3 heures du matin mercredi. Le gouvernement a finalement approuvé à l'unanimité le recours au référendum, mais la réunion a été houleuse et a fait apparaître des divisions au sein de l'équipe au pouvoir.

Hospitalisé lundi en urgence pour des douleurs à l'estomac, le ministre des finances, Evangelos Venizelos, était absent, mais son ombre a plané sur toute la journée d'hier. Le numéro deux du gouvernement, qui est l'interlocuteur des ministres des finances de la zone euro, a mal digéré le fait de n'avoir pas été prévenu de l'initiative de M. Papandréou. Et son entourage s'est empressé de le faire savoir.

Le ministre de la santé, Andréas Loverdos, et la ministre de l'éducation nationale, Anna Diamantopoulou, qui sont comme leur homologue des finances présentés

comme des candidats à la succession de M. Papandréou, ont également fait part de leur incompréhension et de leurs réserves.

Le premier ministre s'est montré imperturbable pendant ce conseil : « Nous ne renoncerons à rien de ce que nous devons faire pour sauver le pays. Le référendum fournira un mandat clair, mais aussi un message clair à l'intérieur et à l'extérieur de la Grèce sur notre engagement européen et notre appartenance à l'euro. »

Atmosphère de fin de règne

« Je dirai au G20 qu'il leur faudra finalement adopter des politiques qui garantissent que la démocratie soit maintenue au-dessus des appétits des marchés », a-t-il poursuivi. Mercredi matin, le ministre de l'intérieur grec, Haris Kastanidis, évoquait la possibilité d'organiser le référendum en décembre, et non plus en janvier comme l'avait dit M. Papandréou la veille. Encore faudrait-il, selon lui, que « la Grèce et les partenaires internationaux s'entendent sur les modalités de l'accord de l'aide plus rapidement ».

La panique provoquée par l'annonce d'un référendum aboutit à un résultat paradoxal : la perspec-

tive d'élections anticipées, qui était jusque-là brandie comme un épouvantail par le gouvernement à cause de la désorganisation que provoquerait une campagne électorale, apparaît aujourd'hui comme une solution plus raisonnable que le pari du référendum.

En cas de chute du gouvernement, le président de la République, Karolos Papoulias, rencontre les chefs de parti pour chercher une alternative à la dissolution. Il essaye de mettre en place un gouvernement de coalition qui puisse avoir une majorité à la chambre. Mais le refus obstiné de Nouvelle Démocratie (droite) de participer à une telle alliance tout comme l'affaiblissement et l'impopularité du Pasok rendent difficile cette solution.

La décision surprise mardi de changer l'ensemble de l'état-major de l'armée du jour au lendemain ajoute une touche supplémentaire à cette atmosphère de fin de règne. Le prédécesseur de M. Papandréou, Kostas Caramanlis (Nouvelle Démocratie), avait fait la même chose peu avant d'organiser les élections législatives qui lui ont été fatales en 2009. ■

ALAIN SALLES

Européens et FMI retardent encore le versement de l'aide de 8 milliards à Athènes

De lourdes échéances attendent le pays début 2012

Athènes
Correspondance

Depuis septembre, la Grèce attend que le Fonds monétaire international (FMI) et les membres de la zone euro lui versent la « sixième tranche d'aide », d'un total de 8 milliards d'euros (5,8 milliards par les membres de la zone euro et 2,2 milliards d'euros par le FMI). Mais la « troïka » – constituée de représentants de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du FMI – a fait traîner les choses après avoir jugé qu'Athènes devait donner de nouveaux gages de sa détermination à réduire ses déficits avant de recevoir l'argent. Le versement devait intervenir début novembre.

L'annonce de Georges Papandréou d'organiser un référendum sur le plan d'aide européen va une nouvelle fois retarder le versement des 8 milliards d'euros, dont on nous disait en septembre qu'il était indispensable à court terme si Athènes voulait éviter le dépôt de bilan. En effet, en permanence au bord de la faillite, depuis plus d'un an, la

Grèce a un besoin vital des prêts de la « troïka ». Mais, d'un mois à l'autre, ses besoins varient en fonction des échéances de remboursement de la dette. Aujourd'hui, le ministère des finances se refuse à donner une date au-delà de laquelle la Grèce ne pourrait pas se passer de la « sixième tranche d'aide ».

Ce que l'on sait, c'est qu'au quatrième trimestre, la Grèce fait face à de relativement faibles échéances de trésorerie. Elle doit financer 13 milliards d'euros (contre 23 milliards au trimestre précédent) dont seulement 3 milliards de remboursement de prêts, principalement de bons du Trésor, à court terme qui sont sa seule possibilité de se refinancer sur les marchés. L'échéance du premier trimestre 2012 sera plus lourde, avec 22 milliards d'euros de besoins de financement, dont près de 15 milliards pour des prêts.

La « troïka » devait revenir en décembre avant de se décider sur le versement de la « septième tranche » de 5 milliards d'euros. Le pays risque alors d'être en campagne électorale. ■

A.S.